

## PARLONS POLITIQUE

CHAQUE LUNDI, UNE PERSONNALITÉ FAIT L'ACTUALITÉ POLITIQUE DANS LA CAPITALE

La Capitale

POLITIQUE

# « La 6<sup>e</sup> réforme a été une imbécillité sans nom »

Le ministre bruxellois sortant de l'Économie et de l'Emploi Didier Gosuin (DéFI) retrace son combat

**P**our Didier Gosuin, la Région de Bruxelles-Capitale sera au cœur du problème politique belge futur. Si l'on veut mettre un terme aux dissensions qui planent sur le pays, il faut s'investir nettement plus pour la capitale, estime le ministre bruxellois sortant qui va revenir à Auderghem en tant que bourgmestre.

Ministre à la Région de Bruxelles-Capitale à quatre reprises, député au parlement bruxellois, bourgmestre d'Auderghem, échevin... Pendant 42 ans, Didier Gosuin (Défi) a œuvré au sein des sphères politiques bruxelloises. Aujourd'hui, le ministre bruxellois sortant de l'Économie et de l'Emploi se dirige vers une place plus tranquille. S'il souhaite toujours garder un pied en politique, ce ne sera toutefois plus comme ministre mais en tant que « lanceur d'alerte ». L'occasion de revenir un peu sur son parcours.

➔ **Quelle est la fonction qui vous a le plus satisfait durant toutes ces années au cœur de la politique bruxelloise ?**

J'ai toujours eu cette vocation de m'impliquer pour ma région. Ma région, c'est ma commune. Je ne fais jamais de distinction entre les communes et la région. Je suis un municipaliste et un régionaliste. Je me suis investi pour Bruxelles parce que je sais que Bruxelles est au cœur du problème politique belge. Et que Bruxelles sera au cœur du problème politique belge futur. Demain, le confédéralisme... sera-t-il fait sur le dos des Bruxellois ou en respectant les Bruxellois ? C'est ça le grand enjeu. L'enjeu n'est pas le confédéralisme. Ça, je pense que l'on sera contraint d'y aller. Mais il faut savoir à quelle sauce Bruxelles va être mangée. Est-ce que l'on va respecter les Bruxellois à part entière ? Si je me suis engagé en politique pour Bruxelles, c'est parce que Bruxelles n'est pas considérée

comme une région à part entière et que les Bruxellois ne sont pas des citoyens à part entière. Tant au nord qu'au sud, il n'y a pas une volonté commune de faire de Bruxelles ce rayonnement qui est celui que nous connaissons. Et de permettre à Bruxelles de pouvoir exporter son rayonnement sur celui des autres régions. C'est le mal belge. Voilà pourquoi je n'ai pas été voguer vers d'autres horizons, fédéraux ou autres. Je me suis concentré sur la Région. Région, commune, Région, commune...

➔ **Le combat de Défi n'est donc plus la défense des francophones mais celle de Bruxelles ?**

Non. C'est la défense d'un état cohérent qui reste fondé sur des solidarités communes. Je dois bien reconnaître que sur ce terrain-là, nous n'avons pas gagné.

➔ **Est-ce qu'il faudrait faire marche arrière ?**

Est-ce encore possible de faire marche arrière ? On a brisé les solidarités. Notre état, fondamentalement, dysfonctionne grave. Toutes les réformes institutionnelles que nous avons faites ont été dysfonctionnelles dans leur organisation. La mauvaise organisation de notre état nous coûte, au bas mot, 1 à 2 % de PIB. C'est-à-dire, 5 à 10 milliards de dysfonctionnement. Et il semblerait que l'on veuille aller encore plus loin dans le dysfonctionnement. La sécurité sociale, par exemple. Elle est basée sur un principe de mutualisation des risques. Plus l'assiette de mutualisation est grande, moins les risques coûtent chers. Plus elle est petite, plus les risques coûtent chers. Aujourd'hui, on est dans une logique où c'est le plus petit commun dénominateur qui devient la règle. En fait, nous sommes en train de glisser vers un tribalisme.

➔ **Un tribalisme ?**

La tribu des Flamands, la tribu des Bruxellois, la tribu des Wallons. Sauf que je pense que certains souhaiteraient que la tribu

des Bruxellois n'existe plus en tant que telle. Mais c'est un phénomène qui a été tout mon combat politique pendant 40 ans. De lutter contre cette tendance négative qui se confirme encore aujourd'hui après les élections. Il y a 40 ans, ça se précisait déjà. Et lorsque nous le disions, nous, FDF, nous étions traités d'extrémistes, d'anti-belgicain, etc.

➔ **Durant ce dernier mandat, est-ce que vous avez le sentiment d'avoir atteint vos objectifs ?**

Les observateurs ont reconnu que le travail que j'avais fait était un bon travail. Quand je dis « je », c'est tout un cabinet. Des administrations. On a travaillé tous ensemble. On a créé toute une dynamique. Et donc, oui, il y a quelque chose de vertueux qui s'est fait. Est-ce que c'est suffisant pour enrayer le mal provoqué par les politiques des partis traditionnels ? Hélas, non. Mais, il fallait le faire. J'ai repris une situation politique de l'emploi complètement désarticulée avec la politique de la formation. Aujourd'hui, j'ai remis de la cohérence là-dedans et les résultats sont à la clé.

➔ **Vous êtes arrivés à une période qui n'était pas évidente. En 2014, on est en pleine application de la 6<sup>ème</sup> réforme de l'État...**

Que j'ai combattu.

➔ **Comment avez-vous traversé tous ces bouleversements ?**

Il faut, en politique, intégrer le fait que l'on perd certains combats. J'ai perdu le combat, et mon parti aussi, de cette dislocation nouvelle de l'État fédéral qu'était la 6<sup>ème</sup> réforme. Je continue de dire que c'est une absurdité d'avoir scindé les allocations familiales, d'avoir scindé les politiques d'hébergement en maison de repos, ou les maisons de soins pour les personnes âgées. C'est une imbécillité sans nom. Au nom de cette logique de mutualisation, on a créé des surcoûts importants pour la



Didier Gosuin devant Bruxelles, la ville au cœur du problème belge. © E.G.

collectivité, pour le citoyen. Mais bon, cela a été voté. Je me suis alors dit : « comment faire en sorte que cette contingence que je n'ai pas voulue se transforme en essai positif ? ». C'était ça pendant 5 ans. Aujourd'hui, je peux le dire. Le domaine, le budget des politiques d'économie, de l'emploi et des formations sont des budgets qui sont stables, sans imprévisions, sans risques de dérapages futurs. C'est sous contrôle. Chaque mois qui vient, il y a une diminution du chômage, etc. Chaque mois qui vient, il y a un peu plus de jeunes qui entrent en formation. Chaque mois qui vient, on essaie de rattraper ce colossal chômage dont j'ai hérité. Mais ce n'est pas ça qui va sauver le modèle belge. Hélas, il faut beaucoup plus que ça. ●

GAUVAIN DOS SANTOS

## Auderghem

### L'avenir est urbain, pas à la campagne

Didier Gosuin estime qu'une coalition PS-Ecolo-DéFI pourrait former un gouvernement viable pour la Région. Même s'il déclare ne pas se faire d'illusions. « Il faut arrêter de faire croire que nous allons révolutionner les grands enjeux », indique le ministre bruxellois sortant qui ne souhaite plus remonter dans un gouvernement.

À 66 ans, Didier Gosuin retournera à Auderghem, cette commune qui est devenue sa passion. Mais il ne devrait pas rester très longtemps comme bourgmestre. « Ma volonté, c'est de mettre en place le plus rapidement possible une nouvelle génération. Je continuerais à faire de la politique, mais en donnant des signaux d'alerte. Après ça, j'aurais fait mon temps. Ce sera aux jeunes de se redresser les manches et de se rendre compte qu'ils ne peuvent plus rester inactifs par rapport à ce qu'il se passe. » Pour les prochaines années, le bourgmestre estime que l'objectif principal pour Auderghem est de réussir un réaménagement urbain qui réconcilie le citoyen avec la ville. « L'avenir est urbain », martèle l'élu DéFI. « La fuite de population vers la périphérie est un leurre. En réalité, ça coûte très cher d'habiter en périphérie. On doit avoir deux bagnoles, on perd un temps fou dans la navette, on rentre tard le soir, on disloque les familles parce que les parents sont



Face à la ville. © E.G.

stressés... il faut recréer des conditions de vie urbaines. » Pour que ce projet soit possible, le ministre affirme qu'il faut notamment aménager des espaces verts et réduire la place de la voiture. Soit supprimer le viaduc Hermann-Debroux, cette porte d'entrée dans la capitale. Mais ce chantier ne se fera pas sans rencontrer des résistances. « Il y a des gens qui ne sont pas encore aujourd'hui en capacité d'imaginer comment le monde sera demain et ils continuent de penser que la bagnole, jusqu'en l'an 3000 sera le moyen approprié de déplacement », déplore Didier Gosuin. « Aller s'étendre et bouffer dans le patrimoine vert des Ardennes n'a aucun sens », conclut l'Auderghemois. ●

## « Il y a toujours le risque de voir détricoté mon arrêté bruit »

Après 5 ans à batailler pour que les structures bruxelloises de l'emploi soient fonctionnelles, Didier Gosuin laisse un ministre « sous contrôle », selon ses propres mots. Le danger que le ministre bruxellois craint est que ses successeurs « détricotent » le travail accompli par son cabinet. L'Auderghemois espère que le prochain gouvernement - si possible une coalition PS-Ecolo-Défi - placera l'humain au cœur de la décision et « osera faire des choix sans tomber dans l'irresponsabilité ». À l'idée qui prétend que « des majorités dites de gauche ou dites progressistes sont des majorités irrespon-

sables », il répond que le facteur humain est le plus important. « Une critique que l'on formule souvent aux partis dits de gauche, c'est de reporter l'échéance ou la dette aux autres. Les partis dits de droite, c'est un autre cynisme. C'est de dire « bah, après tout, ceux qui sont là n'ont qu'à faire des efforts ». Et ils n'ont pas de respect suffisant de la personne humaine. »

Une des ses peurs est que le prochain gouvernement abandonne son combat concernant le survol de Bruxelles. « Il y a toujours le risque de voir détricoté mon arrêté bruit. Mais je dis sim-



Au bureau. © E.G.

plement et sereinement aux Bruxellois que c'est une arme qu'il ne faut jamais abandonner. C'est la seule arme susceptible de pouvoir un jour organiser l'activité aéroportuaire de manière logique à Zaventem, aéro-

port situé à côté d'une grande ville. Ou de grandes villes, car même la périphérie flamande est largement urbanisée. » Le ministre sortant assure que son arrêté bruit « est l'arme pour progressivement arrêter et interdire les vols de nuit ». Il cite l'étude d'incidence commandée par le ministre Bellot qui « confirme que les vols de nuit n'ont pas de place à Bruxelles National ». Pour lui, le fret aérien doit, « comme dans tous les aéroports proches des grandes villes, être organisé là où il y a le minimum de population survolée. Et de préférence là où il n'y en a pas. » ●